



## Entretien avec Joseph Wato

1/ S'il fallait vous présenter en quelques mots, que diriez-vous?

Joseph WATO est expert en Relations Internationales avec un accent sur la diplomatie sanitaire. Acteur de la Société Civile, Wato est très actif dans la lutte contre le paludisme au niveau national et international. Il est Président National de la Coalition des OSC pour le financement de la santé et la CSU au Cameroun (COFIS-CSU), Directeur Exécutif des organisations APDSP/PENASED et a été membre de l'Instance de Coordination Nationale du Fonds Mondial au Cameroun représentant les ONG et associations de lutte contre le paludisme. Plaidier africain dans la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, sur le plan international, il est Membre de la plateforme mondiale de la Société civile pour l'élimination du paludisme (CS4ME). GFAN Speaker, Membre de la Délégation des ONG des Pays en Développement (DCNGO) au Conseil d'administration du Fonds Mondial, il est aujourd'hui l'un des deux représentant de la Société Civile au Conseil d'administration du partenariat Roll-Back Malaria pour en finir avec le paludisme.

2/ Le 25 avril dernier marquait la Journée mondiale de lutte contre le paludisme. Elle avait pour thème « Il est temps de parvenir à zéro cas de paludisme : investir, innover, mettre en œuvre ». Que vous inspire ce thème en tant qu'acteur majeur de la société civile? Que dit-il de l'état de la lutte antipaludique dans le monde en général et en Afrique en particulier?

Ce thème est très prolix et évocateur d'une volonté réelle de la communauté internationale à vouloir mettre définitivement un terme au paludisme, qui décime des millions des personnes chaque année, à travers le système de Partenariat RBM. Dans le contexte actuel de nouvelles pandémies qui secouent le monde, la lutte contre le paludisme connaît un ralentissement. Par conséquent, il est nécessaire de trouver et d'investir dans de nouveaux outils innovateurs afin de renverser la tendance et en finir avec le paludisme.

Pour la société civile, la priorité réside dans le respect des engagements pris par les dirigeants du monde

et ceux d'Afrique en particulier. La volonté traduite dans les mots ne suffit pas pour en finir avec le paludisme. Il faut de l'action. Et cela doit se traduire en termes : d'investissements en ressources financières, recherche et développement. Il s'agit également de mettre les communautés touchées au centre des décisions et des interventions comme le stipule la nouvelle stratégie du Fonds mondial. Pour parvenir à zéro cas de paludisme, on doit revenir à la communauté (bénéficiaires), consulter les populations à la base et orienter davantage les investissements dans la prévention de la maladie et le changement social et comportemental. Le principe est simple « le paludisme naît dans la communauté, se développe dans la communauté et prendra fin aussi dans la communauté par une réelle appropriation de la communauté de la lutte ». Donc investir plus sur les communautés touchées c'est le meilleur moyen de mettre un terme au paludisme en tant que menace de santé publique.

3/ Nous sommes actuellement engagés dans le processus du Cycle de subvention 7 (Dialogue-pays, rédaction des notes conceptuelles, des plans stratégiques nationaux, des demandes de financement, etc.). Quelles sont les actions que vous menez au cœur de ce processus ?

Le Cycle de subvention 7 (CS7) est simplement la suite des cycles de financement accordés aux pays les plus touchés par le paludisme, le VIH et la tuberculose dans le monde. Dans ce contexte, en dehors de la participation au Dialogue pays et à la rédaction de la note conceptuelle paludisme, nous participons également – actuellement – à l'élaboration du nouveau Plan stratégique de lutte contre le paludisme 2023-2028 (PSNLP). De même, dans le cadre de la préparation de ce CS7, nous avons participé au renforcement des capacités de plusieurs OSC engagées dans la lutte contre le paludisme. Très concrètement, en collaboration avec Impact Santé Afrique (ISA), nous les avons aidé à identifier et à définir les priorités à introduire dans la note conceptuelle. Au demeurant, tout ceci nous a permis d'élaborer un ensemble de priorités communautaires que nous voulons voir inscrites dans la note conceptuelle CS7 et le nouveau PSNLP.

4/ Quels conseils donnerez-vous aux organisations de la société civile actuellement engagées (fenêtres 2, 3, 4) dans le processus du Cycle de subvention 7 ?

Le travail à fournir par la société civile dans le cadre de la fenêtre 2 est achevé, car les les soumissions étaient attendues au plus tard en mai 2023. Il ne nous reste plus qu'à réaliser le suivi pour s'assurer que les priorités introduites lors de l'élaboration ont été maintenues dans le document final. Il arrive parfois que celles-ci soient enlevées avant ou après le Grant Making. Par expérience donc, les OSC engagées dans les fenêtres 3 et 4 devraient commencer déjà leurs propres consultations communautaires, anticipant ainsi sur le Dialogue Pays afin de définir leurs priorités bien avant l'élaboration de leur note conceptuelle. En clair, elles doivent prioritairement s'approprier le Cadre Modulaire afin de comprendre ce qui est attendu par le Fonds Mondial. Dans le cadre du CS7, le Fonds Mondial a accordé une place importante à la société civile et nous a donné la possibilité d'introduire les priorités ou activités.

5/ La 49<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration du Fonds mondial a eu lieu récemment à Hanoï (Viêtnam). Quelles étaient vos attentes ? Ont-elles été comblées ? Quel bilan faites-vous de cette réunion ?

En tant que membre du Conseil d'administration du Fonds Mondial dans la Délégation des ONG des Pays en Développement, une note de notre constituante avait été partagée avant la réunion et après cette 49<sup>e</sup> réunion. Un rapport présentant les différents points discutés, les attentes et les résultats a été produit. Il est accessible à tous. Pour répondre donc à ces questions, s'agissant surtout des attentes, elles

étaient nombreuses et ne saurons être cités ici et nous partagerons avec vous le rapport pour consultation.

6/ Pour terminer, souhaitez-vous aborder une problématique ou un sujet qui n'a pas été couvert au cours du présent entretien?

Peut-être le rapport sur la 27<sup>ème</sup> réunion du Conseil d'administration du Partenariat RBM. Mais cela pourra être discutée à une autre occasion.

[Read More](#)

---